



Paris, le 5 novembre 2013

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

TRANSPORT ROUTIER

Écotaxe poids lourds : les transporteurs routiers réclament l'annulation du dispositif et la fin de la mascarade.

Depuis l'annonce du Premier ministre de la suspension sine die de l'écotaxe, le gouvernement se focalise sur la question bretonne ! Ce dossier dépasse largement les frontières de la Bretagne.

Une semaine après les déclarations du Premier ministre, le ministre délégué aux transports n'a toujours pas reçu la profession pour lui présenter la situation et répondre à ses revendications.

L'OTRE rappelle qu'au-delà de la situation économique de la Bretagne, l'écotaxe vise le secteur du transport routier de marchandises, constitué en très grande majorité de PME. Ce sont elles qui vont régler la taxe à l'État.

Les positions adoptées par l'économie et l'industrie agroalimentaire bretonne démontrent que la solution proposée de répercuter le montant de la taxe par une majoration obligatoire du prix de transport était une fausse bonne idée. Les clients des transporteurs ne paieront pas cette majoration. Au final, ce sont donc bien les PME de transport routier qui devront régler la facture !

C'est pourquoi, aujourd'hui, devant l'absence de concertation, l'OTRE réitère ses revendications :

- **La dénonciation du contrat liant à l'État au délégataire Écomouv',**
- **La remise à plat complète de la taxe et de son dispositif.**

Autrement dit, l'OTRE demande désormais l'annulation de l'écotaxe dans son dispositif actuel.

Le gouvernement se cantonne aujourd'hui à développer un plan d'avenir pour la seule région Bretagne, mais le secteur du transport routier de marchandises français connaît lui aussi la plus grosse crise de son histoire. Les PME sont attaquées de toutes parts par le dumping social des grands groupes qui utilisent la directive européenne sur le détachement des travailleurs, et par l'arrivée massive d'entreprises d'Europe de l'Est qui utilisent des véhicules utilitaires légers en dehors de toute réglementation. Le gouvernement doit mettre fin rapidement à cette situation.

L'OTRE attend des réponses claires sur ces deux points. Dans l'immédiat, l'OTRE appelle à une mobilisation générale du transport routier par des manifestations aux abords des portiques Écomouv' sur tout le territoire le 16 novembre prochain.

Contact presse : *Gilles MATHELIÉ-GUINLET, secrétaire général*
06 10 20 67 93
gilles.matheliequinlet@otre-direction.org